



Heureux jeune homme d'avoir trouvé Homère comme héraut de ta gloire. Cicéron

semaine 29 - 2017
Du 17 au 23/07

Oui, je le redis ici, c'est bien la France qui organisa la rafle [du Vél d'Hiv] puis la déportation et donc, pour presque tous, la mort, des 13 152 personnes de confession juive arrachées les 16 et 17 juillet 1942 à leur domicile

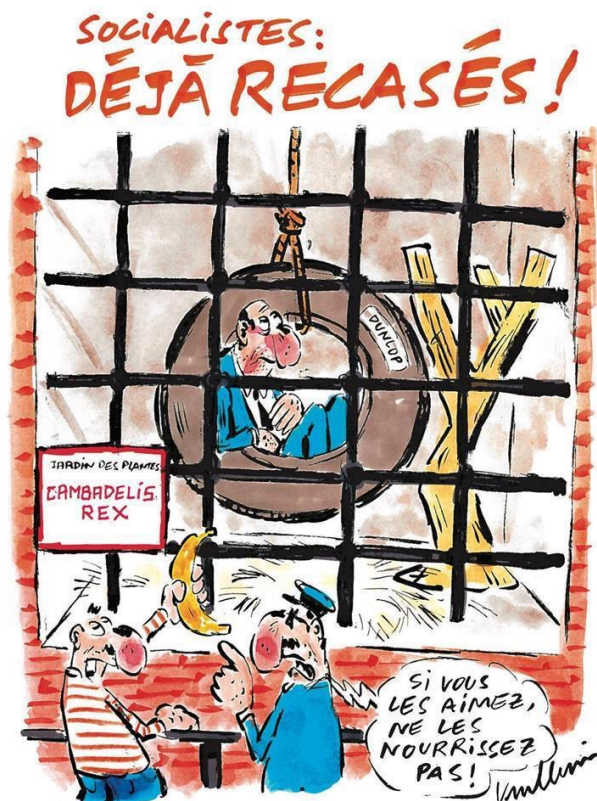
Emmanuel Macron

Je trouve le cyclisme honteux. C'est inhumain. On ne peut pas faire du cyclisme de haut niveau sans se doper.

Alain Souchon, chanteur

Wauquiez a bien conscience que tout le monde le déteste

Damien Abad, député LR de l'Ain



Ce jour-là

- 17 – 1879 - Charles de Saulces de Freycinet, ministre des Travaux publics, fait voter un plan de construction de 8700 km de voies ferrées.
- 18 – 1925 – parution du premier tome de Mein Kampf d'un certain Adolf Hitler.
- 1918 – naissance de Nelson Mandela de la tribu xhosa.
- 19 – 64 – Incendie de Rome. Néron accuse les chrétiens.
- 1903 – arrivée du premier tour de France cycliste à Paris gagné par Maurice Garin.
- 20 – 1969 – on a marché sur la Lune... mais pas Tintin, Neil Amstrong
- 21- 1831 – la Belgique arrache son indépendance au roi de Hollande.
- 22 – 1944 – accords de Bretton Woods qui conforte le dollar comme devise étalon à la place de l'or.
- 23 – 1951 – décès de Philippe Pétain à l'Île d'Yeu.

Politique

« *Je vais pas me faire baiser* » avait balancé Pierre de Villiers (frère de Philippe), chef d'état major des armées. Macron l'a illico rappeler à l'ordre sur l'air de « *le chef, c'est moi !* ».

Pour Patricia Adam (PS), une ex de la commission Défense, Villiers a raison : « *C'est lui qui a la responsabilité de veiller à ce que ses hommes reviennent vivants, et j'insiste sur ce dernier mot. Or la suppression de ces 850 millions va se faire au détriment des entraînements et des investissements en matériel [...] Notre matériel est usé, notre armée a besoin de cet argent.*»

Nouveau président de la commission de la défense, Jean-Jacques Briday (LREM)- a fait savoir qu'il «*regrette*» les économies réclamées «*alors que nos hommes risquent leur vie tous les jours sur les théâtres d'opérations*». Bref, ça coince.

« *A Bercy, on juge les militaires trop gâtés. Alors la direction du Budget a profité du vide laissé par le départ de Le Drian puis la démission de son éphémère successeur Sylvie Goulard pour perpétrer son mauvais coup, sans laisser à la ministre Florence Parly le temps de préparer ses arbitrages.* » CQFD mon cher Watson.

C'est une première. Le général de Villiers, chef d'état-major des armées, a remis sa démission au président de la République par un communiqué : « Je considère ne plus être en mesure d'assurer la pérennité du modèle d'armée auquel je crois pour garantir la protection de la France et des Français aujourd'hui et demain, et soutenir les ambitions de notre pays ».

Suite à la démission du général de Villiers, c'est le général François Lecointre – un marsouin - qui a été nommé comme nouveau chef d'état-major des armées. A 55 ans, ce Saint- Cyrien a alterné sa carrière entre terrain de guerre (ex-Yougoslavie, Irak, Rwanda) et allées du pouvoir.

En raison de son soutien affiché à Marine Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle, Jean-Paul Brighelli a été renvoyé du *Point* où il animait un blog sur l'éducation depuis trois ans.

Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCe), les ménages les plus riches – ceux appartenant au décile (10 %) supérieur – seront les grands gagnants de la politique fiscale de Macron. Ils concentreront 46% des mesures fiscales destinées aux ménages, ce qui entraînera une hausse de 2,6 % de leur revenu en 2018.

Le parquet de Paris a élargi l'enquête sur les soupçons d'emplois fictifs d'assistants au Parlement européen au leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. Lequel a été eurodéputé de 2009 à 2017. C'est la députée européenne frontiste Sophie Montel qui l'a balancé.

Dans sa lettre de dénonciation, Sophie Montel évoque les noms de François Delapierre (ancien bras droit de Jean-Luc Mélenchon mort en juin 2015), d'Aigline de Vincens de Causans, de Laurent Maffeïs et d'Antoine Léaument. Affaire à suivre.

L'ex-ministre de la Défense François Léotard a été mis en examen pour « complicité d'abus de bien sociaux » dans le volet ministériel de l'affaire Karachi sur des soupçons de financement occulte de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995.

Elysée

Visite du président israélien en France. Macron a assuré Benjamin Netanyahu de la vigilance de la France sur l'accord signé en 2015 sur le nucléaire iranien. Netanyahu souhaiterait que Paris, qui a renoué avec Téhéran reste sur une posture intransigeante.

Autre sujet au menu des discussions : le processus de paix avec les Palestiniens. Macron a appelé à une « reprise des négociations » en vue d'« une solution à deux États ».

Sibeth Ndiaye, sénégalaise naturalisée en 2016, fait partie de la garde rapprochée de Macron. Hier encore, elle militait à l'Unef, puis au PS et enfin au service de Claude Bartolone. Conseillère en communication, elle affirme assumer le fait de mentir (*L'Express*) et confirme dresser une liste noire des journalistes non conformes à la doxa macronienne.

Au Sénat, dans le cadre d'une Conférence nationale des territoires, Emmanuel Macron n'y a pas été de main morte en annonçant 13 milliards d'économie attendues par les collectivités locales. Avec en toile de fond la suppression progressive de la taxe d'habitation, une des ressources majeures des communes.

Décidé à mettre en œuvre la suppression progressive de la taxe d'habitation, Macron a reconnu que cela imposait une «*réflexion profonde*» sur la «*refonte de la fiscalité locale*». Des mesures de «*substitution*» pourraient être envisagées.

Confidence d'un collaborateur ministériel au sujet de Brigitte Macron : « *Les gens passent par elle pour tout ce qui n'est pas à l'agenda. On ne cherche pas à joindre le conseiller culturel de l'Elyséen, on passe par Brigitte. A vrai dire nombre de conseillers n'existent pas. Tout passe par Brigitte.* »

Rigolo. Jean d'Ormesson, cette vieille raclure de bidet, raconte qu'invité alors par Emmanuel Macron, en poste à Bercy sous l'ère Hollande, à peine assis sur son séant que Brigitte Macron lui balançait que son mari n'était pas homosexuel. Les plus cruels parlent de «*reine-mère* » la concernant.

Dans son discours au Sénat le 17 juillet, comme dans celui qu'il a prononcé à l'hôtel de ville de Paris le jour de sa prise de fonction, le 14 mai, Emmanuel Macron a introduit son propos d'une étrange manière : « *Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités.* »

La formule est empruntée au rituel des loges maçonniques. Emmanuel Macron a sans doute voulu faire un clin d'œil aux francs-maçons présents dans l'assistance, estimant probablement qu'ils sont nombreux parmi les élus locaux, non sans ironie...

Gouvernement

Selon Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes : « *Il y aura trente jours de service militaire et civil dont une journée consacrée à l'égalité entre les femmes et les hommes à la lutte contre les stéréotypes, la culture du viol et les violences sexistes et sexuelles.* » Utile contre Daech !

Agnès Buzyn a confirmé la mise en œuvre du tiers payant généralisé, mais attend le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas). Inutile de dire que les médecins sont vent debout face à cette mesure.

En cause : les modalités et les délais de remboursement. « *Nous souhaitons qu'ils trouvent une facilité dans ce tiers payant, pas une difficulté supplémentaire* », a précisé Agnès Buzyn qui mise sur un tiers payant généralisable par les médecins qui le souhaitent avant que le système se généralise de lui-même.

La secrétaire d'Etat à l'Egalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, a obtenu le feu vert pour mener une innovation : un *gender budget* (un budget sensible au genre). Dans le genre connerie, c'est pas mal.

Il semble se confirmer que le budget du drôlatique ministère à l'Egalité hommes/femmes chute de 27% passant de 26,9 millions € à 19,4 millions €. Ce qui fait bondir les associations

féministes qui bouffent l'essentiel du budget. La franc-maçonne Marlène Schiappa, sous ministre du bazar en prend plein la figure.

Le gouvernement a autorisé l'abattage de 40 loups jusqu'à la fin juin 2018, un nombre égal à la période précédente, tout en annonçant vouloir réévaluer l'efficacité de ces mesures sur la protection des troupeaux, critiquées par les ONG.

Un nouveau plan pluriannuel de gestion du loup (2018-2022) a été promis pour janvier prochain, alors que depuis des années les pouvoirs publics échouent à concilier les demandes des éleveurs et les attentes des associations pro-loup.

Institutions

Christophe Castaner, secrétaire d'Etat, prend un malin plaisir à appeler Jean-Luc Mélenchon « *Monsieur le ministre* » histoire de lui rappeler qu'il appartient au système qu'il dénonce si souvent. Enervé Méchancon ? Pas du tout, flatté !

En voilà une idée qu'elle est bonne ! Créer un groupe d'amitié de la Licra (Ligue internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme) au Palais-Bourbon : c'est l'idée proposée par le député parisien Pierre-Yves Bournazel (Les constructifs) dans un courrier adressé à François de Rugy, le président de l'Assemblée.

Les Constructifs à l'Assemblée élèvent la voix sur les économies demandées aux collectivités locales. Franck Riester estime que l'objectif fixé est « *très difficile voire impossible* » à atteindre. Son collègue UDI Stéphane Demilly ajoute que « *13 milliards d'euros, ça fait beaucoup* ».

A 92 ans, Serge Dassault prend sa retraite ! Après treize années passées au Sénat, l'élus LR de l'Essonne a confirmé son retrait de la vie politique, invoquant ses difficultés à obtenir une nouvelle investiture.

Le grand révolutionnaire qu'est Mélenchon, avait décidé de porter la résistance à l'Assemblée en ne portant pas de cravate jusqu'alors obligatoire. Le Bureau de l'assemblée a acté le fait ainsi que de tomber la veste dans l'hémicycle pour ne pas en faire un sujet politique. A quand l'autorisation des tongs ?

Le patron de l'Agence nationale de la recherche (ANR), Michael Matlosz a remis sa démission à la ministre de l'enseignement supérieur et de l'innovation, Frédérique Vidal. Il est remplacé par Arnaud Torres.

La ministre a pris sa décision après avoir constaté tout à la fois une désorganisation importante de l'institution, un flou sur ses missions, une succession de conflits avec les chercheurs et un manque de confiance au sein même du conseil d'administration. Depuis sa création en 2005, l'ANR a pour mission de sélectionner des projets dans différentes disciplines et catégories.

Divers

Anne Boillon (née Laugier) a été propulsée directrice de cabinet de Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Son mari, un « sarko-boy », ex-diplomate, a été condamné à un an de prison avec sursis pour avoir été surpris avec une valdoche contenant 350 000 € et 40 000 \$ en espèces, gare du Nord en 2013. Ses économies ?

Renvoyé en correctionnelle en décembre 2018 dans l'affaire du « mur des cons » au siège du Syndicat de la magistrature dont elle était présidente, François Martres devrait être nommée vice-présidente de la cour d'appel de Bordeaux par Nicole Belloubet, garde des Sceaux.

Dans le dossier de *Valeurs Actuelles* sur les francs-maçons, Christophe Castaner, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et Richard Ferrand, patron du groupe LREM à l'Assemblée sont donnés comme frangins.

De même que François Patriat, patron LREM au Sénat et Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat à l'Egalité, balancée par François Laborde, journaliste, ex-du CSA et membre de la loge Innovation du Droit Humain.

L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) où figurent également les Etats-Unis, le Canada, les républiques centre-asiatiques et la Mongolie, vient de nommer Harlem Désir au poste de représentant de cette organisation pour la liberté des médias. L'inutile Désir a donc retrouvé un casse-croûte.

La journaliste Laurence Haïm, ex- porte-parole du candidat Macron, va travailler quelques mois à l'Institut d'études politiques de Chicago. Il est dirigé par David Axelrod, un proche de Barack Obama.

François Hollande n'a pas de soucis à se faire pour ses fins de mois vu qu'il palpe 5184 € au titre d'ancien président de la République, 6208 € net comme ancien député, 3473 € comme ancien conseiller à la Cour des comptes et 235 du conseil départemental de Corrèze. Soit la modique somme de 15 100€ par mois.

Par ailleurs en sa qualité d'ancien Président l'Etat met à sa disposition 13 personnes à son service pendant cinq ans : 7 collaborateurs qui constituent son cabinet, deux maîtres d'hôtel (?) deux officiers de sécurité et deux chauffeurs. Ajoutez à cela un appartement meublé et voiture de fonction.

Tambouille macronésienne

Jackpot. Le jeune parti LREM financé jusqu'à la présidentielle par les cotisations et les dons privés (plafonnés à 7 500 € par personne pour les particuliers peut désormais espérer collecter quelque 21 M€ tous les ans. Soit plus de 100 M€ sur les cinq ans de la législature.

Ses 6 390 871 voix récoltées au 1^{er} tour des élections législatives, soit 28,21 % des suffrages exprimés, lui donnent droit, en effet, à 9 M€ par an. Ensuite, ses 314 députés lui rapporteront quelque 12 M€.

Autre grand gagnant de ces élections, le Modem qui n'était rien et qui soudain devient quelque chose. Il peut espérer recueillir, avec ses 932 231 voix au premier tour des législatives, environ 1,3 M€ chaque année. Soit 6,5 M€ sur cinq ans. Auxquels s'ajouteront plus de 1,6 M€ pour les 43 députés du groupe.

Un apéritif au nom de la cohésion entre députés la République en marche (LREM) avec le Premier ministre, Edouard Philippe, et le ministre des Relations avec le Parlement, Christophe Castaner, a eu lieu mardi 18/07 pour « *souder les troupes* ». Emmanuel Macron leur a rendu une visite surprise. « *Je suis très fier de vous* », a-t-il lancé, leur demandant de « *tenir le cap* »

Droite

Chez les Républicains rien ne va plus côté finances. Déjà lourdement endetté le parti ne peut plus faire face au plan de remboursement négocié avec les banques. Le dilemme est le suivant : un plan social de son personnel ou la vente du siège rue de Vaugirard. Bernard Accoyer ne veut pas avoir à gérer ce problème.

On ne peut pas vraiment parler d'unité chez les Républicains. Le campus des jeunes se tiendra les 26 et 27 août au Touquet, quand début septembre, Valérie Pécresse lancera son mouvement Libres. Les Jeunes avec Wauquiez se réuniront à Lyon les 2 et 3 septembre et les Jeunes girondins seront à Arcachon le 2 septembre.

Daniel Fasquelle, 54 ans, le maire du Touquet se prend la grosse tête et envisage de se présenter à la présidence des Républicains les 10 et 17 décembre prochains. Il lance une initiative baptisée « *Sauvons la droite* ». Mais y a rien à sauver, coco !

A Bordeaux, les relations sont devenues très froides entre Alain Juppé et Virginie Calmels. En privé, le maire de la cité girondine est très critique envers son adjointe, qu'il avait pourtant fait venir à ses côtés en 2014, à l'occasion des municipales. « *La greffe ne prend pas. Virginie Calmels énerve Juppé* », constate un élu du Sud-Ouest. Faut dire qu'elle flingue à tout va Edouard Philippe, ex-homme lige de Juppé.

Gauche

La nouvelle direction collégiale du PS s'est réunie lundi 17/07 rue de Solférino pour acter qu'il fallait définir une nouvelle ligne politique. Mais pas de réponse pour l'instant : « *Tout reste à faire* », « *nous sommes au pied de la montagne* », « *pour le moment, nous nous contentons de semer des graines* ». L'accouchement risque d'être difficile.

Avec 2 497 663 voix récoltées, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon va bénéficier chaque année d'environ 3,5 M€. Soit 17,5 M€ sur cinq ans. Auxquels s'ajouteront les 37 280 € pour chacun des 17 députés, soit quelque 634 000 € tous les ans.

Société

En France, «seuls 5% des feux sont liés à des départs naturels, notamment à la foudre. Les 95% restants sont dus à l'homme», remarque Thomas Curt, directeur de recherche à l'Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture).

500 000 hectares, c'est la superficie de forêts détruites chaque année par des incendies dans les régions méditerranéennes en Europe. Et il faut 50 ans en moyenne pour qu'une forêt se reconstitue.

Lors du week-end du 14 Juillet, qui s'est révélé particulièrement « festif » dans la capitale en termes d'incendies de voitures, feux de conteneurs et tirs de mortiers, les forces de l'ordre ont constaté l'apparition d'un nouveau phénomène : la mise en place de barricades.

« Cette logique de guet-apens, avec des barricades de poubelles qui sont incendiées, c'est un phénomène que l'on connaît dans les cités. Mais au cœur de la capitale, c'est quelque chose de relativement inédit et de tout à fait inquiétant », estime un membre du syndicat policier Alliance.

Daniel Biard ,58 ans, à la tête de la société HLM, LogiRep, a vu sa condamnation pour fichage ethnique des locataires et discrimination raciale confirmée en cassation.

Faits divers

Plusieurs villes de l'Hérault et de l'Yonne ont été privées de feux d'artifice jeudi 13 au soir. En cause, la société Pyragric, qui n'a pas reçu à temps les commandes de fusées passées en Chine.

La fille de François Mitterrand, Anne Pinget, et Didier Le Bret se sont dits « oui » devant le maire PS du 4^e arrondissement de Paris, Christophe Girard. Mazarine était témoin de Girard lors de son mariage avec le sieur Olivier Meyrou et il est aussi le parrain d'un des enfants de la dame. Une vraie partouze socialiste.

Immigration

Fait rarissime en France, la journaliste Catherine Castro publie, dans le dernier numéro de *Marie Claire*, un long papier intitulé *Les viols étouffés des petites filles de Rotherham*, une affaire soulevée dès 2011 par le *Times* mais largement étouffée. Dans cette ville du South Yorkshire (Angleterre), entre 1997 et 2013, 1 400 enfants âgés de 11 à 16 ans, essentiellement des fillettes blanches, ont été victimes de gangs pédophiles pakistanais (viols, tortures, trafics, etc.).

Depuis 16 ans, la police et les services sociaux savaient et ils ont laissé faire. [...] Six pédophiles seulement ont été jugés coupables [...] plusieurs dizaines d'enfants sont encore, à l'heure actuelle, la proie de pédophiles.

Le 12 juillet, Edouard Philippe avait annoncé un plan migratoire sans solution pour les exilés qui campent à Paris, se terrent à Calais (Pas-de-Calais), dans la vallée de la Roya (Alpes-Maritimes) ou à Dunkerque (Nord).

Ce n'est pas l'avis des associations pro-immigrés. Florent Guéguen, le directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité (Fnars), qui regroupe 870 associations déclare : « *Nous allons demander à nos associations de ne pas participer au contrôle des populations qui sont dans les centres, ni à la transmission d'informations à la police. C'est contraire à la déontologie du travailleur social pour qui l'accueil doit rester inconditionnel.* »

Au rythme de 80 personnes par jour, majoritairement en provenance d'Italie, le seuil des 2 000 migrants traînant dans les rues de Paris sera vite franchi. D'autant plus vite que la préfecture de région n'envisage pas de réorganiser d'évacuation avant la rentrée.

Ecologie/ Sciences

Portée par le ministre fédéral allemand de la Justice Heiko Maas (SPD), la loi sur Internet, qui entrera en vigueur en septembre prochain, expose les réseaux sociaux qui comptent plus de deux millions d'utilisateurs à une amende pouvant s'élever à 50 millions d'euros s'ils ne suppriment pas sous 24 heures les contenus signalés comme « haineux » ou « fake news », c'est-à-dire jugés non conformes. Première du genre en Europe, cette loi, demandée avec insistance par les ligues de vertu, pourrait faire tache d'huile.

Quarante terrains de football. C'est la superficie que les forêts perdent chaque minute à travers le monde. Cette perte nette représente plus de 13 millions d'hectares par an, selon la FAO (l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Soit l'équivalent de la superficie de l'Angleterre, ou du quart de la France, parti en bois de chauffage, transformé en plantations ou laissé en pâture pour le bétail.

Sida. «*En 2003, seulement 4 % des malades avaient accès à un traitement. Aujourd'hui, ce sont donc 19,5 millions de personnes qui en bénéficient. On passe de 4 % à 70 %* », note le directeur exécutif d'Onusida, Michel Sidibé.

Mais, selon lui, la situation se dégrade dans certains pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale : «*Dans ces deux régions du monde, nous avons 60 % d'augmentation des infections, et ce au cours des six dernières années. A elle seule, la Russie compte pour 80 % de cette augmentation.*»

Economie

L'économie chinoise se porte bien avec 6,9% d'augmentation de son PIB au deuxième trimestre. Mais cette vigueur pourrait ne pas durer, du fait de la volonté de Pékin de lutter contre l'endettement du pays. Un serrage de vis financier qui devrait provoquer un ralentissement de la hausse du crédit.

Air France va pouvoir lancer une nouvelle compagnie pour les vols moyen et long-courriers, à mi-chemin entre une low-cost et une compagnie classique, appelée Joon. Les adhérents du SNPL, majoritaires chez les pilotes, ont approuvé, à 78,2 % des voix, le projet d'Air France. Un feu vert indispensable pour mener à bien le projet.

Alors que la mise en oeuvre du prélèvement de l'impôt à la source a été reportée au 1er janvier 2019, une phase de test est en cours depuis le début juillet 2017. Elle vise à tester les échanges entre les collecteurs (entreprises, collectivités, caisses de retraite...) et l'administration fiscale. Plus de 700 participants seraient déjà inscrits.

Mieux vaut être riche. De la politique fiscale de Macron, on retiendra que les revenus financiers bénéficieront d'un impôt forfaitaire de 30 %, dit « flat tax », qui permettra d'échapper à la progressivité de l'impôt sur le revenu. Tous les placements financiers (actions, obligations et assurances vie) seront exonérés de l'impôt de solidarité sur la fortune (iSf), qui devient un impôt sur la fortune immobilière (ifi).

Pour faire croire à un soutien du pouvoir d'achat de l'ensemble des contribuables, l'exécutif annonce la suppression des cotisations sociales, une mesure financée par une hausse de la CSG de 1,7 %. Ce dispositif est particulièrement inique pour les retraités, qui subiront la hausse de la CSG sans bénéficier de la baisse des cotisations sociales.

Culture / médias

Raquel Garrido rejoint les chroniqueurs de la nouvelle émission de Thierry Ardisson, diffusée à la rentrée sur C8, propriété de Vincent Bolloré. La porte-parole de Jean- Luc Mélenchon sera entourée de Natacha Polony, Franz-olivier Giesbert ou encore Eric Brunet.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a accédé à la demande de TF1 qui réclamait de pouvoir insérer une coupure publicitaire dans ses journaux télévisés de 13 heures et 20heures. Au grand dam de ses concurrents, qui craignent des pertes de revenus publicitaires importantes et estiment qu'il n'y a pas eu d'étude d'impact concertée.

Décès de l'historien Max Gallo à 85 ans. Vrai graphomane, conteur talentueux, ses biographies de quelques-uns de nos « *grands hommes* » sont d'honnêtes vulgarisations historiques. La guerre pour l'Académie française dont il était membre va commencer. On attend avec impatience de savoir quel illettré nos académiciens vont choisir.

À 78 ans, Évelyne Prouvost- Berry, l'ancienne PDG et propriétaire du groupe de presse *Marie Claire*, est décédée des suites d'un accident de vélo à Belle-Ile-en-Mer (Morbihan). Elle était la petite fille de l'industriel et patron de presse Jean Prouvost.

Décès d'un grand comédien attachant en la personne de Claude Rich à l'âge de 88 ans, d'une longue maladie comme l'on dit. Le Figaro écrit avec justesse : « *Sa haute et belle silhouette, déliée, souple et nerveuse, son visage bien architecturé, son regard pétillant, son sourire éclaboussant de générosité, tout traduisait la belle âme d'un artiste profond et sensible qui fut sa vie durant attentif aux autres, fidèle, heureux bâtisseur d'une famille unie et talentueuse.* » Salut l'Antoine, des *Tontons flingueurs*, Pierre, le médecin du *Crabe Tambour* et inoubliable Talleyrand dans *Le Souper*, etc.

Europe

Union européenne. Le processus d'adhésion d'Ankara à l'Union européenne s'installe dans un coma dépassé, sans que personne ne souhaite prendre la responsabilité de le débrancher officiellement.

Reste néanmoins le problème des réfugiés syriens sur le sol turc. «*La ligne rouge, c'est l'accord sur les réfugiés, et pour le moment il tient*», résume un diplomate en première ligne sur ce dossier. Raison pour laquelle l'UE débloquera 3 milliards d'ici la fin de l'année. Certains avouent d'ailleurs que les réfugiés y sont désormais mieux lotis que dans plusieurs pays européens...

Pour leur refus de se soumettre à la politique migratoire imposée par la Commission européenne (dite de « relocalisation »), des poursuites ont été engagées contre les gouvernements tchèque, hongrois et polonais qui ont, pour l'heure, reçu une lettre de mise en demeure.

Après avoir réussi le tour de force de boucler début juillet, juste avant le G20 de Hambourg (Allemagne), un accord de libre-échange à la portée considérable avec le Japon, Bruxelles veut à nouveau tirer parti du revirement protectionniste des Etats-Unis pour mettre les bouchées doubles avec le Mercosur et le Mexique.

Allemagne. Pendant plus de trente ans, des centaines d'enfants du prestigieux chœur catholique de Ratisbonne, en Allemagne, ont été victimes de sévices physiques et sexuels, selon un rapport dévoilé par l'Eglise.

Au moins 547 de ces petits chanteurs ont vécu un véritable enfer dans cette ville de Bavière, haut lieu du catholicisme allemand, entre la fin de la guerre et les années 1990. Tout le monde savait, mais personne n'a jamais rien dit.

Mais ils sont trop anciens, donc prescrits, et les tortionnaires de Ratisbonne échapperont à la justice. Le nouvel évêque, Rudolf Voderholzer, a néanmoins demandé « pardon » et promis entre 5 000 et 20 000 € d'indemnités.

Sylvia Weber, responsable de l'intégration à la mairie de Francfort-sur-le-Main, a affirmé que les habitants de la ville issus de l'immigration représentaient cette année, pour la première fois, plus de 50% de la population.

L'Allemagne engage des représailles envers la Turquie à la suite de nombreux dérapages dont le moindre n'est pas la révélation de l'emplacement des commandos américains et français opérant près de Raqqa.

Le ministère allemand des Affaires étrangères a mis en garde jeudi les touristes allemands contre les voyages en Turquie. 15% de ses touristes sont Allemands. Berlin compte aussi réexaminer les garanties de prêts ou aides apportées aux exportations ou investissements en Turquie.

Ukraine. Les autorités autoproclamées de la région ukrainienne séparatiste de Donetsk, dans l'est du pays, ont annoncé vouloir créer un nouvel Etat, Malorrossia (Petite Russie)

destiné à remplacer l'Ukraine, qui aurait sa capitale dans les régions sous leur contrôle. Cette annonce survient à la veille d'une nouvelle session en Biélorussie de négociations entre Kiev et les séparatistes.

Angleterre. Les annonces voyageurs du métro de Londres ne commenceront plus par le traditionnel « Ladies and gentlemen », mais par « Bonjour à tous », dans un souci de ne plus marquer la différence entre les genres.

La reine Elizabeth II a reçu, pour la première fois depuis trente et un ans, un souverain espagnol, le roi Felipe VI. Une façon de souligner les liens entre les deux couronnes alors que le Brexit tend les relations entre Londres et l'Union européenne.

Brexit. Dans les négociations avec Bruxelles, l'obstacle le plus intraitable est le règlement financier, autrement dit le solde de tout compte que Londres devra régler en quittant le club. Bruxelles repousse la facture finale à la signature effective du contrat de divorce et se garde de confirmer officiellement tout chiffre. Entre 60 et 100 milliards € selon la rumeur.

Pologne. Les députés polonais ont voté une réforme controversée de la Cour suprême, en dépit des protestations publiques et des mises en garde de l'Union européenne, inquiète pour l'indépendance de la justice au point d'avoir brandi la menace de sanctions sans précédent.

« *Nous sommes désormais très proches de déclencher l'article 7 du traité de l'UE* », synonyme de sanctions, avait averti le vice-président de la Commission, Frans Timmermans.

Georgie. Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues de la capitale, Tbilissi, exigeant un durcissement de la législation en vigueur et l'expulsion immédiate des clandestins, notamment arabes et iraniens, très présents dans le centre-ville.

Russie. La loi adoptée par la Douma permettra de déchoir de leur nationalité les citoyens naturalisés et reconnus coupables de «*terrorisme*». Toute personne naturalisée et ensuite condamnée pour avoir commis ou préparé un crime «*relevant d'activités terroristes*» est susceptible d'être concernée.

International

Turquie. Le putsch réussi de Recept Erdogan modifie la physionomie de la Turquie. La relation entre la Turquie et les Européens est figée dans un entre-deux qui semble, pour l'heure, convenir aux deux parties. Putsch qui aura fait plus de 250 morts, 50 000 emprisonnés et 100 000 personnes limogées.

L'isolement du pays sur la scène internationale, notamment auprès de ses alliés occidentaux et européens, est à la mesure de l'étendue des pouvoirs du président turc dans le pays.

Argentine. A 64 ans, l'ancienne présidente argentine, Cristina Kirchner a amorcé son grand retour en politique en briguant un poste de sénatrice aux prochaines législatives, lors desquelles la moitié des sièges de la Chambre des députés et un tiers du Sénat seront renouvelés.

C'est sous la bannière Unidad Ciudadana (Unité citoyenne), une entité créée quelques jours avant la date limite de dépôt des candidatures que l'ancienne présidente briguera un mandat de sénatrice pour la province de Buenos Aires, la plus peuplée d'Argentine.

Etats-Unis. Bill Gates a mis en garde contre le risque d'approfondissement de la crise migratoire par les dirigeants européens en se montrant trop généreux envers ceux qui arrivent sur le continent.

S'exprimant au cours d'un entretien avec le journal allemand *Welt am Sonntag*, il a déclaré que « *d'un côté vous voulez faire preuve de générosité et accueillir des réfugiés, mais plus vous êtes généreux et plus le mot se répand à ce sujet – ce qui motive à leur tour plus de gens à quitter l'Afrique. L'Allemagne ne peut pas accueillir le nombre énorme de personnes qui attendent d'aller en Europe* ».

Poursuivant la politique de son prédécesseur Barack Obama, Donald Trump a décidé de préserver l'accord sur le programme nucléaire iranien, mais le président américain va imposer à Téhéran de nouvelles sanctions pour ses missiles balistiques et ses actions au Moyen-Orient.

Bruce Mehlman, ex-secrétaire adjoint au Commerce sous G.W.Bush, a monté son propre cabinet de lobbying. Il vient de dresser un état des lieux précis des six mois de la gouvernance Donald Trump.

Au-delà des divergences idéologiques et de sa personnalité contestée, Trump pâtit de l'absence de réforme législative portant sa signature. La réforme fiscale concrétisant les baisses d'impôts promises aux particuliers et aux entreprises tient pour l'instant sur une simple feuille d'intentions publiée en mai. Le vaste plan de rénovation des infrastructures à 1 000 milliards de dollars n'est pas encore sorti des limbes.

« *Donald Trump est à la politique ce qu'Uber est aux taxis : il a saisi l'opportunité d'atteindre directement le public et de perturber un marché peu innovant qui ne satisfaisait pas les consommateurs. Il bafoue les conventions et teste les limites des règles traditionnelles, combattant l'establishment tout en cherchant à s'en faire accepter* », conclut Mehlman.

Au niveau international, Trump est tout aussi imprévisible. Selon Gerald Seib du *Wall Street Journal*, la ligne de conduite de Trump serait la suivante : les enjeux économiques l'emportent sur tous les autres, les intérêts prennent le pas sur les valeurs, la continuité n'est pas une vertu en soi et on peut toujours trouver un « *meilleur deal* ».

Fortement influencés par les relations personnelles et appliqués à des circonstances changeantes, ces critères débouchent sur une diplomatie de sables mouvants. Trump le perturbateur a bousculé des usages, froissé des susceptibilités, mais il n'a pas, à ce stade, déclenché de « *tornade* » internationale. Sa constante : être imprévisible.

Sur ordre de Donald Trump, la CIA a mis un terme au programme « *Train and equip* » au profit des insurgés qui luttent contre Bachar el-Assad. Ce programme, entamé en 2013 par Barack Obama, n'a eu qu'un impact limité sur le conflit, ont reconnu plusieurs sources officielles américaines.

« C'est un signal adressé à Vladimir Poutine que l'Administration veut améliorer ses relations avec la Russie », affirme un autre officiel américain, cité par le journal britannique *The Guardian*.

Saints et ascètes sont rarement des machiavéliens !



Dès son élection, Emmanuel Macron a fait de la « moralisation de la vie politique » son cheval de bataille. Là-dessus, Richard Ferrand et le couple François Bayrou-Marielle de Sarnez ont été obligés de quitter le gouvernement dans les conditions que l'on sait. Vous en pensez quoi ?

Alain de Benoist : Honnêtement, rien du tout. Les histoires d'emplois fictifs, de comptes en Suisse, d'attachés parlementaires, de mutuelles bretonnes et que sais-je encore ne sont là que pour amuser la galerie. Elles ne sont là que pour distraire, au sens pascalien, une opinion publique qui n'est déjà plus depuis longtemps en état de distinguer l'historique de l'anecdote. Leur seul effet positif est de discréditer toujours un peu plus une classe politique qui a effectivement démérité, mais pour de tout autres raisons. En dehors de cela, elles

conduisent à croire que la vie politique doit se dérouler sous l'œil des juges, en même temps qu'elles généralisent l'ère du soupçon au nom d'un idéal de « transparence » proprement totalitaire. Et le mouvement s'accélère : on reprochera bientôt aux ministres de s'être fait offrir des caramels mous et d'avoir oublié de déclarer leur collection de moules à gaufres dans leur déclaration de patrimoine.

Quant aux lois destinées à « moraliser la vie publique », elles resteront à peu près aussi efficaces que celles qui prétendent moraliser la vie financière. Depuis le scandale de Panama (1892) – pour ne pas remonter plus haut -, les « affaires » ont de tout temps émaillé la vie politique. Pour y remédier, on légifère à grand bruit mais dans le vide. En bientôt trente ans, ce ne sont pas moins de dix lois différentes qui ont été adoptées à cette fin, depuis la loi du 11 mars 1988 sur la « transparence financière de la vie politique » jusqu'à celle du 9 décembre 2016 relative à la « lutte contre la corruption », en passant par celle du 29 janvier 1993 sur la moralisation des campagnes électorales et des procédures publiques. Aucune de ces lois n'a empêché de nouvelles « affaires » de surgir. Il en ira évidemment de même de celle que prépare le gouvernement.

Serait-il plus immoral de se faire offrir des costumes en douce (François Fillon) que d'attaquer la Libye (Nicolas Sarkozy), avec les résultats politiques que l'on sait ?

Alain de Benoist : Évidemment pas, mais avec cet exemple, vous abordez indirectement la véritable question qu'il faut se poser : celle des rapports entre la politique et la morale. Tout le monde, bien entendu, préférerait être gouverné par des dirigeants intègres plutôt que par des corrompus. Mais la politique n'est pas un concours de vertu. Mieux vaut une franche fripouille, voire une sinistre crapule qui fait une bonne politique (il n'en a pas manqué dans l'Histoire), qu'un brave homme aux qualités morales incontestables qui en fait une mauvaise (il n'en a pas manqué non plus) – et qui, du même coup, discrédite jusqu'à ses qualités. La politique a pour but d'atteindre des objectifs politiques, pas des objectifs moraux. Ce qui a manqué à Louis XVI, c'est d'être aussi Lénine et Talleyrand. Les saints ou les ascètes sont rarement des machiavéliens !

La vérité est que les qualités politiques et les qualités morales ne sont pas de même nature. Elles n'appartiennent pas à la même catégorie. La politique n'a pas à être gouvernée par la morale, car

elle a sa propre morale, qui veut que l'action publique soit ordonnée au bien commun. Elle n'est pas ordonnée à l'amour de tous les hommes, ou à l'amour de l'homme en soi, mais se préoccupe d'abord de ce que peut être le destin de la communauté à laquelle on appartient. À ceux qui pensent avoir tout dit lorsqu'ils ont proclamé que « tous les hommes sont frères », rappelons que la première histoire de frères est celle du meurtre d'Abel par Caïn.

La politique morale, émotionnelle et lacrymale, la politique des bons sentiments est en fait la pire politique qui soit. La politique qui consiste à multiplier les ingérences « humanitaires » au nom des droits de l'homme aboutit régulièrement à des désastres, comme on peut le voir aujourd'hui au Proche-Orient. Celle qui nous commande d'accueillir avec « générosité » tous les migrants de la planète confond tout simplement morale publique et morale privée. Celle qui consiste à gloser sur les « valeurs » pour mieux ignorer les principes est tout aussi invertébrée. Le politiquement correct relève lui aussi de l'injonction morale, pour ne rien dire de la « lutte-contre-toutes-les-discriminations ». Cette politique morale prend malheureusement toujours plus d'ampleur à une époque où le « bien » et le « mal », tels que les définit l'idéologie dominante, tendent de plus en plus à remplacer le vrai et le faux. Là comme ailleurs, le politique doit reprendre ses droits.

Et Simone Veil au Panthéon ?

Simone Weil n'y est pas.

Sites à consulter

[TvLibertés](#)

[EuroLibertés](#)

[Pologne, une politique nataliste payante](#)

[Quelques remarques sur le front national](#)

[Le blog de la revue Eléments](#)

[Supprimer 17 réacteurs nucléaires...est-ce bien raisonnable ?](#)

[Recadrage maçonnique de Marlène Schiappa](#)

[jeter un oeil, c'est magnifique. Un grand artisan](#)

[Vous avez dit armée française ?](#)

[Sur Carl Schmitt par Alain de Benoist](#)

[Les origines de l'homme : en Eurasie et non en Afrique](#)

[Paul Thibaud et la commémoration de la shoah](#)

[terrorisme, le jeu trouble des Américains](#)

[Il faut rouvrir notre ambassade à Damas par richard Labévière](#)

[L'imposture Bernard-Henri Lévy](#)

Journées de lecture

La nouvelle livraison (n° 23, été 2017) de l'excellent magazine littéraire *Livr'arbitres* (Patrick Wagner, 36 bis, rue Balard, 75015 Paris) est largement consacrée au romancier et polémiste **Léon Bloy** (1846-1917). À noter aussi le portrait du poète méconnu **Vincent La Soudière** (1939-1993) et le dossier consacré au journal satirique *Le Crapouillot* (104 pages, 9 euros).

La France atlantiste ou le naufrage de la diplomatie, par Hadrien Desuin, Le Cerf, 2017, 192 p., 19 €

Comment, en dix ans, la France est-elle devenue la vassale de l'Amérique ? L'Élysée, le supplétif de la Maison-Blanche ? Le Quai d'Orsay, le sanctuaire du néoconservatisme ? Comment, sur deux quinquennats, Nicolas Sarkozy puis François Hollande ont-ils enterré la politique d'indépendance qu'avaient poursuivie Charles de Gaulle et François Mitterrand ? Comment Bernard Kouchner puis Laurent Fabius ont-ils imposé au ministère des Affaires étrangères l'idéologie atlantiste promue par des cercles libéraux et des intellectuels médiatiques ? Comment ce moralisme nous a-t-il conduits à l'impuissance et au cynisme ?

Nouveau numéro de la revue *Éléments*

Revue *Krisis* : le paganisme